

## Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

*Date de la contribution : 16/09/2019*

Nous soutenons dans l'ensemble la contribution du Club Biogaz

**Question 1 :** Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Défavorable

**Commentaire :**

La restriction aux autorités concédantes des réseaux de gaz naturel et à leurs représentants est prévue par le décret du 28 juin 2019, à l'article D453-21 du code de l'énergie. La proposition de la Commission d'élargir la méthodologie à d'autres organismes, doit inclure l'Interprofession dans la présentation des zonages.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Défavorable

**Commentaire :**

L'Interprofession propose un schéma simplifié où

- un critère de type I/V élargi (explicite) permet d'identifier par zone du réseau gazier le plus pertinent : distribution ou transport
- la distinction entre zones suivant que le I/V du décret du 28 juin 2019 dépasse ou non le seuil de 4700 €/ (nm<sup>3</sup>/h) soit renseignée afin de renseigner les porteurs de projet sur les conditions d'éligibilité au dispositif de couverture tarifaire des renforcements, en leur donnant de la visibilité.
- les zones où les critères sont dépassés sont identifiées de façon neutre car les projets bénéficieront tout de même de la réfaction et les porteurs de projet peuvent prendre à leur charge une part supplémentaire d'investissements

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Défavorable

**Commentaire :**

L'Interprofession s'inquiète des effets de la proposition de la Commission, visant à exclure les volumes déjà raccordés (et investissements associés) lors des mises à jour successives du zonage de raccordement. Dans notre compréhension du système, lors de chaque révision des zonages<sup>2</sup>, celle-ci exclut du calcul des critères (I/V et I/V élargi), les investissements pour les projets antérieurs aux futurs projets.

Il s'agit de mettre en place une méthode d'évaluation marginaliste où les derniers projets supportent les investissements supplémentaires, dans leur intégralité. Cette démarche est contraire à la volonté du Législateur de mutualiser les investissements.

La révision des zonages à un pas de temps  $\leq$  à 2 ans à partir de 2024, en « flux continu », créera une instabilité dans le processus pour les projets qui seront entre les jalons « accord sur l'étude » détaillée et « dépôt de dossier ICPE » : un projet peut être dans une zone verte et passer dans une couleur différente du fait de son avancement plus lent que les autres projets qui seront raccordés entre temps, dans la zone.

La révision des zonages doit être cohérente avec les délais de développement des projets et foisonner les projets à venir et ceux construits. Comme la périodicité de révision doit être de 2 ans au maximum, à partir de 2024, le bénéfice d'un zonage doit être acquis pour tous les projets qui ont dépassé le jalon de l'accord du porteur de projet sur l'étude détaillée et ses conditions.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

Dans sa proposition, la Commission n'est pas explicite sur le délai de validation qu'elle demande. L'Interprofession demande qu'à l'instar des services de l'État et de l'ADEME, la Commission soit aussi tenue par un délai de validation des investissements liés aux projets de méthanisation. En outre, l'Interprofession est préoccupée par le montant des investissements de renforcement autorisé en distribution, chaque année : 0,4 % des recettes tarifaires  $\approx$  14 M€ (selon notre estimation).

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

L'Interprofession identifie un risque d'absence de rebours lors de la fin de construction des projets et demande que la fréquence de soumission des projets de rebours par les GRT soit réduite de 6 (proposition de la Commission) à 3 mois afin de compenser le délai de réponse de la Commission.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Favorable

**Commentaire :**

L'Interprofession ne comprend pas comment la Commission justifie la contrainte de longueur minimale de raccordement de 500 m imposée à chaque projet et demande le retrait de cette condition. Il existe déjà des conditions de distance réglementaires et la proposition de la Commission complexifie le système.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Favorable

**Commentaire :**

Le seuil d'1/3 des capacités risque de bloquer les petits projets. Une solution pourrait être que les projets concernés puissent déclencher les ouvrages mutualisés s'ils acceptent de prendre à leur charge les 30 % des investissements (50 % du reste à charge) même s'ils ne représentent pas le 1/3 des capacités projetées. Cette proposition se rapproche des dispositions de l'Article D453-24 du décret du 29 juin 2019 pour les renforcements.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Favorable

**Question 10 :** Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Défavorable

**Commentaire :**

L'Interprofession s'oppose à l'introduction du timbre d'injection proposé par la Commission qui est discriminatoire et disproportionné. (voir argumentaire club biogaz)

**Question 11 :** Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Non